

# « L'EUROPE DOIT CESSER D'ÊTRE L'IDIOT DU VILLAGE GLOBAL »

Hubert Vedrine

*"L'Europe doit cesser d'être l'idiot du village global"*

Le Temps: François Hollande, votre candidat, ne risque-t-il pas de provoquer une levée de boucliers, voire une crise institutionnelle, au sein de l'Union européenne en s'opposant au pacte budgétaire récemment signé et en cours de ratification? Hubert Védrine: Ce que propose François Hollande est raisonnable. Le danger aujourd'hui, pour les pays de l'euro, ne vient pas de sa demande, mais de la purge économique excessive entreprise au nom de la rigueur et de l'assainissement budgétaire et de la rigueur, même s'il faut bien sur remettre les comptes publics en ordre pour réduire la dette Face à la crise grecque, je ne suis pas choqué que les Allemands, en première ligne, n'aient accepté d'être solidaires que jusqu'à un certain point, aient refusé d'être la vache à lait du système et aient posé des conditions strictes...Mais il faut effectuer cette correction d'une façon économiquement intelligente, et socialement supportable, pas via des mécanismes trop aveugles et trop brutaux, donc intenable. Beaucoup redoutent que l'on tue aussi ce qui reste de potentiel de croissance, à travers l'Europe. Même le ministre allemand de l'économie l'a dit, même Mario Monti, le président du Conseil Italien, et d'autres, en Autriche, en Espagne, et ailleurs, l'ont dit. Il y a une attente. Or que veut François Hollande? Précisément remettre la croissance au cœur du débat européen sur la rigueur. Comment? Le «pacte budgétaire» a été signé à Bruxelles le 2 mars par vingt-cinq pays, dont la France... Il n'est pas encore ratifié. Soit on le renégocie, soit on le complète. Si on peut le renégocier sur certains points (la définition du 0,5%), tant mieux. Si non, il faudra le compléter par un engagement fort en faveur de la croissance. Le débat qui s'ouvrira, si François Hollande est élu, sera pour cela une formidable occasion. Cependant méfions nous de la relance par la seule consommation immédiate. Ce qu'il faut, c'est préparer la croissance de demain et d'après-demain, investir, mieux former, «écologiser» nos économies (comme nous parlions hier d'industrialisation). Écologiser les transports, l'habitat, l'urbanisation... Autant de gisements extraordinaires. Or les dirigeants conservateurs européens d'aujourd'hui ne parlent que rigueur, sanctions, se serrent les coudes et auraient refusé, paraît-il, de recevoir le candidat socialiste français. Mais ils devront bien s'y faire. Cette renégociation n'occasionnera pas de crise majeure. Les Allemands réagiront comme ils le font souvent: ils diront non, non, non...puis oui en tout cas au volet croissance car ils savent que leur purge imposée à l'Europe de l'euro fera plonger leurs exportations elles mêmes. Autre débat: celui du protectionnisme, de la réciprocité dans les échanges commerciaux. L'Union européenne doit repenser sa politique? L'Europe est depuis trop longtemps une sorte «d'idiot du village global», le brave type du système mondialisé. Cela doit cesser. La mêlée mondiale actuelle n'est pas le règne du droit international. C'est une foire d'empoigne, une compétition de tous les instants. Et les occidentaux qui croyaient encore diriger le monde, ou pouvoir se consacrer uniquement comme George W. Bush à la guerre contre la terreur, découvrent aujourd'hui cette réalité, qui les défie. Ouvrons les yeux: beaucoup de pays hier aidés, ou «en développement» sont devenus des dragons économiques et des concurrents redoutables, qui sont par ailleurs souverainistes, comme le monde entier, sauf les européens de l'ouest. Je trouve par conséquent légitime de poser enfin la question de la réciprocité, de protections «intelligentes» de nos marchés très ouverts. Oui à des écluses sociales et environnementales. Non à des barrières et à des murs. Il faut rétablir plus d'équilibre entre les pays occidentaux et les grands pays émergents. Des tensions seront inévitables. Il ne faut pas en avoir peur, il faut les gérer, pour les dépasser. Cette exigence de réciprocité n'en est pas moins délicate à manier... Oui, mais le risque politique, si on ne s'attaque pas à ce sujet, est encore plus grand. Les peuples occidentaux, les européens en particulier, sont de moins en moins enthousiastes de la mondialisation. Beaucoup ont le sentiment d'en être les perdants, et reprochent à leurs gouvernements de ne plus rien contrôler. Lorsque j'écrivais mon rapport sur la France dans la mondialisation, à l'été 2007, le Financial Times avait publié une enquête. La mondialisation n'était déjà plébiscitée dans aucun pays occidental et était perçue plus comme une source d'inconvénients que d'avantages. Il faut réintroduire des règles si l'on veut redonner confiance aux occidentaux. Les gouvernements doivent démontrer que les citoyens ne sont pas laissés à l'abandon. Ce qu'il faut, par contre, c'est oublier le rêve d'un occident installé dans une sorte d'Olympe, qui pourrait encore dicter ses volontés au monde, s'ingérer où il veut. Ça ne marche plus! Il faut négocier, dans tous les domaines. La montée des grands émergents relativise notre puissance. Les milieux économiques, qui ont tant poussé pour la libéralisation, en ont pris conscience, surtout chez les industriels, à la différence des financiers, confrontés à la question des transferts de technologie. Soyons réalistes, sans céder à la panique. Pourquoi critiquer, alors, les partisans de plus de fédéralisme au sein de l'UE, partisans d'une Europe plus forte? Parce que les deux choses sont contradictoires. Oui, il faut un pôle européen dans le monde, car si l'Europe n'est pas une puissance, elle deviendra dépendante. Oui, il faut défendre le mode de vie européen. Mais le fédéralisme à l'échelle de l'UE, au sens où l'on copierait le fédéralisme américain ne produirait pas de puissance au vote à la majorité. De toute façon cela ne peut pas marcher! Bismarck a unifié derrière lui les Allemands, Cavour les Italiens. Les États-Unis ont rassemblé les américains, mais on ne peut pas fusionner les nations d'Europe. Jacques Delors a eu raison lorsqu'il a parlé de «fédération d'Etats-nations». Ce qu'il faut, c'est combiner la persistance des nations, et des États, avec des mécanismes d'action collectifs efficaces et certains mécanismes supranationaux. Nicolas Sarkozy affirme justement avoir, au cours de son mandat, défendu les intérêts de la France et de l'Europe. Que pensez-vous de ses attaques contre l'espace Schengen? Pourquoi ces attaques alors qu'il est entrain d'en obtenir la révision? En général, son bilan est contrasté. Il y a eu des moments forts et des réussites, mais aussi des ratages spectaculaires comme celui de l'Union pour la Méditerranée. Sur l'Allemagne, il a trop cédé ces deux dernières années sans doute parce qu'il avait été trop agressif les trois premières. Certes, Angela Merkel et lui ont trouvé au bout du compte un mode de travail en commun. Nicolas Sarkozy a réussi à régler certains problèmes, à la hussarde, avec, à chaque fois, un prix ultérieur à payer. Or les relations internationales ne consistent pas seulement à trouver des solutions dans l'instant. Il faut aussi maîtriser les interactions dans la durée. Quels seront les premiers chantiers internationaux de François Hollande s'il est élu? En priorité l'Europe, avec ce «pacte budgétaire» à renégocier ou à compléter. Il y aura ensuite la question de l'Otan avec le sommet de Chicago des 20 et 21 mai, avec le projet américain de bouclier anti-missile en Europe, qui n'est acceptable qu'en complément de la dissuasion, pas en substitution. Pour la France c'est une nécessité absolue de ne pas abandonner cette sécurité ultime qu'est la dissuasion, et d'échapper aux engrenages financiers ou politiques liés à ce bouclier anti-missiles. Sur l'Afghanistan, un retrait sans attendre, dans des conditions qui assurent la sécurité pour les troupes de la coalition, et en évitant le plus possible de créer des tensions a déjà été annoncé. L'intervention occidentale dans ce pays est au bout de sa logique. Le temps de la colonisation est passé. L'idée de prendre en charge un pays comme l'Afghanistan et de le transformer était louable, mais irréaliste, on ne peut pas gérer l'Afghanistan à la place des Afghans. Mais il faut imaginer une politique occidentale d'assistance à ce pays, au-delà de l'intervention militaire. Enfin il y a derrière tout cela une grande question qui est: à quoi sert l'OTAN? D'autres crises sont en cours et menacent. Que peuvent faire les européens en Syrie, en Iran? La tragédie syrienne est très différente de la tragédie libyenne. On ne peut pas passer outre le veto de la Russie et de la Chine. Ou alors, il ne faudra pas se plaindre si ces deux pays mènent un jour des expéditions unilatérales...Mais la Russie pourrait peut-être prendre la tête d'une coalition ad hoc incluant des pays arabes et la Turquie pour trouver une solution. Sur l'Iran, la partie de poker menteur continue. On ne peut pas écarter l'hypothèse d'une intervention militaire israélienne. Les Etats-Unis, en tout cas, prennent ce scénario très au sérieux. Jusqu'ici la Communauté internationale a échoué à convaincre les Iraniens de stopper leur programme nucléaire militaire, et qui peut freiner Israël? Le dialogue avec l'Iran soit n'est pas recherché, soit ne marche pas. Celui-ci, s'il aboutit, marquera-t-il un changement radical dans la situation? Certains experts prétendent que non et disent que celle-ci jouera toujours, vu l'arsenal nucléaire israélien. Sauf que personne n'a envie de devoir vérifier cette thèse. Il faudrait à propos de l'Iran une politique occidentale audacieuse plus imaginative.



Source: <https://www.hubertvedrine.net>

Homepage > Publications > « L'Europe doit cesser d'être l'idiot du village global »



12/04/2012